



CTL du 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Madame la Présidente,

Comme nombre de pays, la France fait toujours face à une crise sanitaire inédite et inégalée par son ampleur depuis plus d'un siècle.

Cette crise sanitaire ne fait qu'accroître la crise sociale déjà présente, mais déclenche également une crise économique sans précédent.

Si la crise sanitaire que nous vivons nous préoccupe légitimement, ce n'est pas le cas de nos dirigeants, qui s'en servent même pour justifier leurs politiques.

Loin d'associer protection sanitaire et urgence sociale, loin de laisser la population se « remettre » du confinement et de tenter de reprendre une vie plus « normale », ils rattrapent et accélèrent les réformes délétères mises à l'arrêt avant l'été.

Cette pandémie aura permis de montrer à quel point les services publics sont nécessaires, à quel point il est important d'avoir des fonctionnaires en nombre suffisant, et dotés des matériels adéquats, pour assurer le bon fonctionnement du pays.

Toutes les Administrations sont essentielles à la vie de nos concitoyens sur le plan sanitaire et économique, pour le « vivre ensemble », et en termes d'égalité et d'équité de traitement.

Tout le monde le dit, du Président de la République à ses Ministres, les fonctionnaires sont essentiels à la vie de la Nation.

M. Dussopt a réitéré ces propos, le 23 juin 2020, lors de la journée mondiale de la Fonction Publique.

Ministres et Directeur Général n'ont eu de cesse de féliciter les fonctionnaires durant cette période.

Cependant, la prise de conscience est une chose, mettre les actes et les moyens en adéquation en est une autre. Et là, le compte n'y est pas !

Les congés demandés et pris par les fonctionnaires de l'État depuis le 17 mars ont été déduits de ces jours imposés.

Les fonctionnaires de l'État ayant bénéficié d'autorisation spéciale d'absence (ASA) pourront ainsi se voir imposer des jours ARTT ou de congés.

Ce vol manifeste s'ajoute à l'application stricte par le Ministre de la règle selon laquelle les ASA n'engendrent pas de RTT. C'est donc un pillage de tous les jours RTT !

Sans parler des atteintes au droit à congés pour celles et ceux qui n'ont pas pu annuler leurs congés pendant la période et pour celles et ceux qui voulaient en poser ou des restrictions envisagées pour la sortie de confinement.

Cette nouvelle attaque est honteuse, inacceptable et révèle un profond mépris !

Nous ne sommes pas responsables de la pandémie, pas plus que la gestion hasardeuse de la crise.

Les agents qui sont au front, ceux qui gardent leurs enfants privés d'école, ceux qui télétravaillent, les malades, personne n'a choisi sa situation.

Entre l'école à la maison, le télétravail, l'interdiction de sortir, le manque d'équipements de protection, l'arrêt quasi-total des transports collectifs... ces 2 mois n'étaient des vacances pour personne !

Nous contestons l'attaque de notre droit à congés, nos RTT ou nos CET ! Si les Ministres cherchent des vacances à résorber qu'ils commencent par celles des emplois en accordant à la DGFIP les moyens humains d'exercer ses missions, y compris en période de crise.

Malgré les inquiétudes et le mécontentement, malgré le besoin vital d'un service public humain de proximité, malgré les enjeux colossaux en matière de finances publiques, et malgré la crise économique qui se profile, les pouvoirs publics ont annoncé la reprise des restructurations et la poursuite des suppressions d'emplois au sein de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est indispensable qu'une présence forte de la DGFIP demeure sur le territoire, et permette un véritable soutien, et un accès physique aisé à tous nos services, aux populations.

En effet, il faut gérer à la fois les conséquences de la crise sanitaire, et les tâches de gestion courantes.

Tout cela ne peut s'envisager avec des restructurations qui désorganiseront la DGFIP, et mettront en danger ses missions.

Cependant, en cette période de rentrée, la situation est toute autre...

Dans le plan de relance annoncé par le Gouvernement, une grande partie des fonds servira à octroyer de nouveaux cadeaux aux entreprises, sans en exiger de contrepartie en retour. Il n'est rien prévu pour les fonctionnaires.

Ce plan ne sera pas financé par le rétablissement d'un impôt plus juste, mais par les gains hypothétiques engendrés par une croissance future.

L'autre levier de financement, annoncé clairement, se fera sur le dos des services publics et de ses usagers, de la Fonction Publique, de ses emplois, de ses perspectives d'évolution en matière de carrière ou de négociations salariales.

Ainsi, la DGFIP relance, sur la base du monde d'avant, ses chantiers de réforme et de réorganisation de services.

Dans le même temps, en s'appuyant sur les «mesures sanitaires» arrêtées par le Gouvernement, les services de la DGFIP doivent tendre vers un mode de fonctionnement «normal». Ubuesque !!!

Pourquoi s'étonner du mail adressé à tous les agents de la DGFIP par le Secrétariat Général du Ministère le lundi 7 septembre ?

La nouvelle Ministre de la Fonction Publique, pardon de la «transformation» de la Fonction Publique, terme pudique utilisé pour ne pas employer les mots destruction ou démantèlement, la nouvelle Ministre donc, Amélie de Montchalin, figure de l'ultra libéralisme jusqu'au bout des doigts, nous demande gentiment, au prétexte d'accompagner efficacement le plan de relance du Gouvernement, je cite : «de proposer toute idée qui permettra de simplifier l'action publique au quotidien».

En d'autres termes, on demande aux agents s'ils ont des idées afin de scier la branche sur laquelle ils sont assis...

Pour Solidaires Finances Publiques, sans mettre de côté les préoccupations sanitaires légitimes des agents des finances publiques, il est urgent de leur permettre aussi la prise en compte de leurs revendications et de ne plus subir, masqués ou isolés dans leur bureau, les politiques ultra libérales qui consistent à donner aux entreprises et à supprimer une richesse nécessaire aux plus modestes en cassant le service public et ses agents.

Dans ce contexte particulièrement difficile, Solidaires sera au rendez-vous des groupes de travail programmés au plan national. Ils vont dessiner les grandes orientations qui présideront à nos promotions, à nos mutations, à nos déroulements de carrière.

Ils vont aussi traiter de l'évolution de nos missions, des conditions de leur exercice, et de nos structures de travail.

Autant de sujets sur lesquels nous ne laisserons pas l'Administration décider seule de notre avenir.

Nous tenons à vous rappeler qu'à l'instar des différents baromètres publiés sans honte par la Direction Générale, et sans commentaire, puisqu'ils leur donnent tort, le moral des personnels est en berne : démotivation, sentiment d'inutilité, manque de perspective, que ce soit dans le travail ou en termes de carrière, incertitude quant à l'avenir professionnel.

Solidaires Finances Publiques condamne la fin du maillage territorial des services des Finances Publiques. L'appellation «Nouveau Réseau de Proximité» n'est qu'une justification politiquement correcte de la destruction de nos services.

Le démantèlement programmé de notre Administration est en route. Bientôt, des missions seront bradées à d'autres organismes publics, voire au privé, et nous finirons par ne plus en garder que la portion congrue.

En effet, la présence des services sera conditionnée à la mise en place de conventions, d'une durée de 5 ans, signées avec des structures extérieures à notre Administration (Établissements France Service, réseau des buralistes...).

Une chose est certaine, la reprise du Nouveau Réseau de Proximité devra s'accompagner, à la DDFiP de la Manche, d'une campagne d'information renforcée à destination des agents.

Des réponses sont attendues. Les agents veulent avoir une vision globale de l'avenir des services.

Les perspectives de carrière ne sont également pas aussi idylliques que le prétend la Direction Générale.

Les plans de promotion se réduisent d'année en année comme peau de chagrin. Pareillement, avec les nouvelles règles de mutations, nationales comme locales. L'administration détruit tous les dispositifs de gestion des ressources humaines, vers plus d'individualisation et d'arbitraire tout en démolissant les cadres de notre défense individuelle.

L'opacité dans laquelle sont élaborés les mouvements depuis que la compétence des CAP a été remise en cause, mais également les petits bricolages malsains de la Centrale en termes d'affectation des stagiaires, font que les mouvements de mutations deviennent de plus en plus incertains pour ceux qui ne voudraient pas sacrifier leur vie de famille, ou leur cadre de vie, pour une promotion ridicule en termes de salaire, qui les mettraient dans le rouge en cas de double résidence.

Un mot tout de même sur l'accueil du public.

Il est indéniable que l'utilisation du numérique a fortement augmenté ces dernières années. Mais est-ce une raison pour laisser tout un pan de nos concitoyens livrés à eux-mêmes face à une matière aussi complexe ?

Malgré la réalité concrète du terrain, et les besoins affirmés de nos concitoyens, l'accueil et le renseignement du public continuent à être traités de manière dogmatique par la DGFIP, en faisant fi des réels besoins des contribuables.

Et ceci est clairement assumé, tant par l'Administration que par le Gouvernement.

Tout est fait pour écarter le public de nos locaux : fermeture des services, suppression progressive des plages de réception, mise en place et généralisation de l'accueil sur rendez-vous, obligation au télépaiement et à la télédéclaration... ne cherchons pas de logique dans cette démarche, elle demeure comme le souligne Solidaires Finances Publiques, purement idéologique et dogmatique.

Elle a comme unique objet, sous prétexte du développement d'internet, de diminuer la présence territoriale de la DGFIP, et donc d'accompagner (voire de devancer) les suppressions d'emplois et la baisse des dotations budgétaires.

Malheureusement, les faits sont têtus, et la situation actuelle le prouve. Le public est attaché à un accueil réactif et spécialisé. Il veut et a besoin d'un accompagnement au plus près de ses attentes.

Il veut pouvoir trouver près de son domicile, un agent technicien et disponible, proche de ses préoccupations, et avec qui il va pouvoir échanger en toute quiétude et sérénité. Par conséquent, Solidaires Finances Publiques ne peut que déplorer la précipitation de l'Administration sur ce sujet sensible.

Avant de passer au tout numérique, et de «forcer» nos concitoyens à utiliser des outils technologiques qui ne sont maîtrisés que par une partie de la population, il aurait été plus judicieux d'analyser le vrai besoin des contribuables, et de leur proposer les modalités d'accueil adéquates.

Autre sujet, le recours de la Direction Générale à des emplois contractuels.

Pourtant, un appel à la liste complémentaire participerait tout naturellement à ce comblement. Et ces vacances n'existeraient pas si le recrutement par concours répondait ainsi aux besoins des services. Et que dire des 40 000 emplois supprimés en 15 ans !!!

Solidaires Finances Publiques condamne fermement cette possibilité de recourir à des emplois contractuels, précaires et mal rémunérés, en lieu et place d'agents recrutés par concours.

Solidaires Finances Publiques tient à rappeler ses revendications pour:

- Un service public au plus près des citoyens, dont il est le bien commun.
- L'abandon du NRP ;
- La consolidation et la réimplantation de services de la DGFIP de pleine compétence au plus près des citoyens ;
- Des embauches statutaires et des moyens à la hauteur des besoins pour l'exercice de toutes les missions de la DGFIP ;
- La pérennité de l'exercice de toutes les missions à la DGFIP ;
- Le renforcement du statut des fonctionnaires, seul garant de l'égalité de traitement des citoyens et de l'indépendance des agents vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- La défense du régime des pensions ;
- L'abandon de la loi de transformation de la fonction publique, la réinstauration des droits à défense des personnels par la remise en place des CAP nationales et locales;
- L'augmentation des rémunérations, rattrapage de la perte de pouvoir d'achat et l'abandon du RIFSEEP.